Président du Conseil syndical	
Adresse	
CPVILLE	
	À l'attention de
	M
Lettre recommandée AR	Société
n°	Syndic de copropriété
	Adresse
V/Réf :	CPVILLE
Copies à tous les membres du conseil	syndical :
Objet : Préparation et Mise à l'ordre d	u jour de la prochaine assemblée générale : et autres dans les parties privatives commune
la copropriété.	
M,	
territoire français, a soulevé l'oppositi qui l'ont refusé par délibération du	nmunicants » LINKY, en cours sur l'ensemble on de plusieurs centaines de villes et commu c Conseil municipal, et de près d'un millier
	ués spontanément dans la quasi-totalité des v
où ce déploiement est en cours.	iés spontanément dans la quasi-totalité des v démontre qu'il porte atteinte à la propriété .
où ce déploiement est en cours. L'examen juridique de ce déploiement Il est donc légitime et justifié que no question à l'ordre du jour de notre pre	
où ce déploiement est en cours. L'examen juridique de ce déploiement Il est donc légitime et justifié que no question à l'ordre du jour de notre proqu'elle puisse être régulièrement exades copropriétaires (A). À cet effet, nous vous adressons ci-join de 3 pages, que nous vous demandons de joindre à la convocation de notre prenants et aboutissants (5 pages) es	démontre qu'il porte atteinte à la propriété. us vous demandions de bien vouloir porter dochaine Assemblée générale de la copropriété minée et qu'une résolution soit soumise au se de porter à la connaissance des copropriétaire prochaine Assemblée générale, (C) une note sur et (D) un document complet d'ordre juridie
où ce déploiement est en cours. L'examen juridique de ce déploiement Il est donc légitime et justifié que no question à l'ordre du jour de notre prequ'elle puisse être régulièrement exades copropriétaires (A). À cet effet, nous vous adressons ci-join de 3 pages, que nous vous demandons de joindre à la convocation de notre prenants et aboutissants (5 pages) et justifiant l'adoption de cette résolution.	démontre qu'il porte atteinte à la propriété. us vous demandions de bien vouloir porter dochaine Assemblée générale de la copropriété minée et qu'une résolution soit soumise au se les trois documents d'information : (B) un rése de porter à la connaissance des copropriétaire prochaine Assemblée générale, (C) une note sur (D) un document complet d'ordre juridin (20 pages).
où ce déploiement est en cours. L'examen juridique de ce déploiement Il est donc légitime et justifié que no question à l'ordre du jour de notre pre qu'elle puisse être régulièrement exa des copropriétaires (A). À cet effet, nous vous adressons ci-join de 3 pages, que nous vous demandons de joindre à la convocation de notre pre tenants et aboutissants (5 pages) et justifiant l'adoption de cette résolution. Comptant sur votre diligence, in	démontre qu'il porte atteinte à la propriété. us vous demandions de bien vouloir porter dochaine Assemblée générale de la copropriété minée et qu'une résolution soit soumise au se les trois documents d'information : (B) un rése de porter à la connaissance des copropriétaire prochaine Assemblée générale, (C) une note sur (D) un document complet d'ordre juridin (20 pages).

Pièces jointes :

- (A) Proposition de résolution à inscrire à l'ordre du jour de la prochaine AG
- (B) Résumé du Document d'information. (3 pages)
- (C) Compteur électrique Linky: Les tenants et les aboutissants. (5 pages)
- (D) Document d'information au sujet de l'implantation des compteurs communicants LINKY et autres dans les parties privatives de notre copropriété. (20 pages)

Proposition de résolution à soumettre au vote de la prochaine Assemblée générale des copropriétaires :

OPPOSITION À L'IMPLANTATION DES COMPTEURS ÉLECTRIQUES LINKY DANS LES PARTIES PRIVATIVES ET LES PARTIES COMMUNES DE L'IMMEUBLE DE LA COPROPRIÉTÉ PAR LA SOCIÉTÉ ENEDIS OU TOUT AUTRE SOCIÉTÉ INTERVENANT EN SOUS-TRAITANCE

L'Assemblée générale, après en avoir délibéré :

- Décide d'interdire la substitution de compteurs à télérelève aux compteurs mis en place antérieurement dans les parties privatives et dans les parties privatives communes de l'immeuble ;
- Décide d'autoriser les copropriétaires et/ou le conseil syndical à prendre toute mesure d'urgence destinée à protéger les compteurs actuels ;
- Mandate le conseil syndical afin de prendre des mesures appropriées permettant de s'opposer jusqu'à nouvel ordre à l'implantation des nouveaux compteurs connectés Linky.